

**REPONSE D'ALTERNATIVE MOBILE
A LA QUESTION N°8 DE LA CONSULTATION
SUR LES MODALITES D'ATTRIBUTION DES BANDES DE FREQUENCES
800 MHz ET 2,6 GHz**

L'association Alternative Mobile, qui regroupe 8 MVNO (Auchan Télécom, Omer Télécom, Carrefour Interactive, Coriolis Télécom, NRJ Mobile, Transatel, KPN et Afone), tient à saluer la constance de l'Arcep dans la volonté de faire des meilleures conditions de l'accueil des MVNO un critère primordial dans l'attribution des fréquences pour le très haut débit.

Cependant, Alternative Mobile souhaite faire part à l'Arcep de sa déception quant aux engagements d'accueil des MVNO qui ont été pris par SFR et Orange lors de l'attribution des fréquences résiduelles au printemps dernier. Les engagements minimalistes pris à cette occasion démontrent la nécessité de modifier la structure d'incitation à des engagements ambitieux.

Ce prochain appel à candidatures est à l'évidence l'occasion ultime d'améliorer les conditions offertes aux MVNO en France, **mais surtout l'opportunité de prendre de véritables engagements en faveur du modèle Full MVNO**, qui seul permet véritablement d'animer la concurrence sur le marché de la téléphonie mobile en France.

Alternative Mobile espère vivement que ces prochaines attributions permettront la mise en place de mesures en faveur d'un modèle de marché plus dynamique.

▪ **GENERALISATION DES ENGAGEMENTS PRIS EN FAVEUR DES MVNO**

En premier lieu, Alternative Mobile appelle l'Arcep à la vigilance lors des prochaines attributions de fréquences 4G afin que les étapes difficiles qui ont conduit à l'émergence des MVNO en France ne soient pas rendues vaines, alors qu'un nouveau palier technologique va être franchi.

Dès lors, il est fondamental que toutes les clauses contractuelles et les conditions de développement des MVNO avec leurs opérateurs hôtes en 2G et en 3G soient étendues automatiquement à la 4G, sans aucune condition, ni nécessité de renégociation ou de signature d'un nouveau contrat avec leur MNO.

De la même manière, afin que la procédure liée aux fréquences 4G permette d'enregistrer des progrès décisifs pour l'animation de la concurrence, il semble nécessaire que soit exigé des opérateurs candidats de transposer les engagements pris en faveur des MVNO pour la 4G aux contrats existants conclus en 2G et 3G, sans attendre le déploiement de la 4G, c'est-à-dire dès l'attribution de leurs autorisations d'usage.

Par ailleurs, au regard de l'architecture de la présente consultation, il apparaît évident que les fréquences 4G seront attribuées aux 4 MNO et qu'il est difficilement concevable qu'un nouvel entrant puisse raisonnablement avoir des chances d'être attributaire d'une fréquence 4G. Il est par conséquent impératif que l'animation de la concurrence sur le marché de la téléphonie mobile soit assurée par l'activité des MVNO offrant des services 4G, et disposant d'une réelle et complète autonomie commerciale et technique.

À ce titre, il convient de préciser que cette autonomie commerciale des MVNO (de la 2G à la 4G) doit leur permettre d'accéder au marché secondaire et de ne pas limiter leur autonomie commerciale aux seuls segments de marchés de détail, comme cela pourrait se comprendre à la lecture du texte de la présente consultation. L'accès au marché secondaire devrait faire l'objet d'une précision explicite dans le cadre du prochain appel à candidatures.

▪ LES NIVEAUX D'ENGAGEMENTS EN FAVEUR DES MVNO

Afin de garantir que les MVNO auront les capacités suffisantes pour animer la concurrence sur le marché de la téléphonie mobile lors du déploiement du très haut débit, il est essentiel que l'appel à candidatures pour la 4G comporte des engagements ambitieux en faveur de l'accueil des MVNO, permettant d'obtenir des avancées allant au-delà des engagements pris dans le cadre de l'attribution de la 4^{ème} licence et des fréquences résiduelles.

À cet égard, il convient de mobiliser plusieurs paramètres, qui, le cas échéant, pourraient être combinés, pour obtenir des opérateurs candidats des engagements supplémentaires en faveur des MVNO :

- 1 – Les coefficients multiplicateurs
- 2 – Le contenu des paliers d'engagement
- 3 – Les contreparties en termes de capacités spectrales

1 – Les coefficients multiplicateurs

Les coefficients multiplicateurs ne sont, à l'évidence, pas assez incitatifs pour les opérateurs candidats. Le coût d'une « stratégie d'évitement » d'un renforcement de la concurrence se révélant ne pas avoir été suffisamment dissuasif dans le précédent appel à candidatures.

Ainsi, avec un coefficient multiplicateur plus élevé dès le premier palier (x 2,5 ?), il serait plus difficile de s'affranchir de toute obligation nouvelle.

2 – Le contenu des paliers d'engagements

À l'évidence, le palier d'engagement 1 prévu au précédent appel ayant été souscrit par deux opérateurs sur trois, il semblerait nécessaire de considérer qu'il constitue une obligation devant être respectée par tout opérateur de réseau au même titre par exemple que les obligations de couverture du territoire, et que le respect de ce niveau d'engagement constitue une condition pour se porter candidat.

Ainsi, le premier niveau d'engagement prévu pour le prochain appel pourrait être constitué par le contenu précédemment inscrit au « niveau 2 » des engagements contenus dans le cadre de l'appel sur les fréquences 2,1 GHz.

Outre un niveau 0 ne correspondant à aucun engagement nouveau en faveur des MVNO, il n'y aurait donc que deux paliers d'engagements : ceux précédemment prévus aux niveaux 2 et 3, c'est-à-dire ceux qui permettent de passer le cap en direction d'un modèle « Full MVNO ».

3 – La contrepartie en termes de capacités spectrales

Enfin, il serait concevable que la largeur de bande faisant l'objet des appels à candidatures soit relativement contrainte (tout en étant viable), mais que l'accès à des capacités spectrales supplémentaires, par rapport à l'appel d'offre « de base », soit soumis à la souscription d'engagements en faveur d'une plus grande maîtrise du réseau par les MVNO sans renchérissement des conditions économiques d'acquisition des minutes en gros.

Le principe d'un tel mécanisme consisterait à proposer un certain niveau de capacité pour un prix de base élevé avec des engagements potentiels donnant lieu à la détermination de coefficients multiplicateurs conséquents, mais avec une faculté d'accéder à des capacités spectrales supplémentaires, sous réserve de la prise d'engagements complémentaires.

Ainsi, l'obtention d'une capacité spectrale de 10 Mhz dans la bande des 800 Mhz serait attribuée aux opérateurs ayant pris les engagements les plus forts envers les MVNO.

Une telle architecture d'appel d'offre pourrait faire l'objet d'une détermination fine des contenus des engagements potentiels en faveur d'une capacité concurrentielle accrue pour les MVNO.